

Mobilisation nationale pour Paul : les cyclistes réclament des actions concrètes contre les violences motorisées

La tragique disparition de Paul, cycliste de 27 ans tué à Paris par un automobiliste, a fait déferler une vague d'hommages sur la France. Plus de 300 villes ont vu se rassembler des dizaines de milliers de personnes, bien au-delà de la communauté des cyclistes, pour dénoncer les violences motorisées. Face à cette émotion nationale, la FUB attend des engagements forts du Gouvernement et l'appelle à prendre des mesures concrètes.

Samedi 19 octobre, des dizaines de milliers de citoyennes et citoyens se sont rassemblés dans plus de 300 villes à l'appel de la FUB et des associations franciliennes, pour rendre hommage à Paul Varry, jeune cycliste tué délibérément par un automobiliste à Paris. Ces manifestations, organisées devant les mairies, ont réuni bien au-delà de la communauté cycliste, avec le soutien de grandes organisations et de nombreuses personnes élues issues de tous horizons politiques.

Une minute de silence a été observée pour honorer la mémoire de Paul et rappeler que ce meurtre résonne avec le quotidien de millions de Françaises et de Français confrontés à une violence motorisée banalisée. Ce week-end, la France a exprimé un message clair : ces actes ne sont pas des faits isolés, mais s'inscrivent dans une violence systémique à laquelle il est urgent de mettre fin.

Contre les violences motorisées : sortir du déni

Les rassemblements et les milliers de témoignages partagés sur les réseaux sociaux montrent que ce qui est arrivé à Paul n'est que la forme la plus extrême de ce que chaque cycliste a déjà vécu au moins une fois. Chaque jour, des millions de cyclistes vivent dans l'angoisse de la violence motorisée, systématiquement invisibilisée. En témoignent les nombreux refus de plainte et l'absence de poursuite y compris en présence de preuves. La libération de la parole qui s'est enclenchée ces derniers jours souligne un besoin profond : celui d'être enfin protégé des comportements dangereux sur la route. Cette violence, qui peut aller jusqu'au meurtre, ne doit plus être tolérée.

La société doit désormais reconnaître le caractère systémique de ces violences motorisées et prendre des mesures pour en finir avec cette menace omniprésente. Cela passe par des aménagements adaptés pour assurer la sécurité des cyclistes, mais aussi par une action ferme des forces de l'ordre et de la justice pour sanctionner les comportements violents sur la route et dans les rues.

Nos attentes avant la rencontre avec le ministre des Transports

Face à cette mobilisation sans précédent et à l'émotion partagée par l'ensemble de la société, la FUB attend du Gouvernement des engagements concrets. La FUB aura l'occasion de présenter ses principales revendications au Gouvernement lors d'une réunion ce lundi avec le ministre des Transports. Ces revendications doivent s'intégrer dans une vision systémique de la sécurité routière qui **pose l'objectif de zéro tué et zéro blessé grave sur les routes.**

1. Changer les comportements

La FUB réclame une prise en compte systématique des violences motorisées par la police et la justice, avec des moyens renforcés pour traiter les plaintes des cyclistes.

- Nous appelons le Garde des Sceaux à publier une circulaire pour une meilleure prise en charge des faits de violences volontaires et systématiser les poursuites.
- Nous appelons également le ministre de l'Intérieur à intervenir auprès des préfets pour renforcer la lutte contre ces violences et à travailler à des mesures comme la confiscation immédiate du véhicule en cas de violences.
- En parallèle, nous appelons la ministre de l'Éducation Nationale et le ministre des Sports à faire que chaque enfant puisse apprendre à devenir autonome pour se déplacer à vélo au cours de sa scolarité. Le Savoir Rouler à Vélo (SRAV), savoir fondamental, doit enfin se déployer effectivement dans les écoles, grâce à des moyens adéquats.

2. Changer les aménagements

Pour que les cyclistes puissent se déplacer en sécurité, la FUB demande au Gouvernement d'investir dans la création d'aménagements cyclables protégés, partout en France.

- Nous appelons le Gouvernement à dégeler les crédits du fonds vélo de 2024 pour permettre le lancement des projets actuellement bloqués dans 400 collectivités, et garantir la continuité des financements en 2025 dans le cadre de la discussion budgétaire en cours. La FUB appelle le gouvernement à se positionner favorablement sur les amendements déjà déposés allant dans ce sens.
- Nous appelons le ministre des Transports à veiller à la bonne application des obligations légales pour la création d'aménagements cyclables sécurisés (articles L.228 du Code de l'Environnement).
- Nous appelons le Gouvernement à missionner les préfets à veiller au respect des préconisations techniques du Cerema, et à s'assurer de la prise en compte de l'expertise d'usage des associations pour que les collectivités locales créent des infrastructures vraiment sécurisantes.

3. Mettre en place un Comité Interministériel Vélo

L'application de ces mesures nécessite un suivi étroit par le Gouvernement en association avec les organisations représentatives des cyclistes. Nous appelons le Gouvernement à remettre en place un Comité Interministériel Vélo, outil qui a démontré son utilité pour évaluer la mise en œuvre et préciser le calendrier et le contenu des mesures prises.

La FUB espère que cette rencontre marquera un tournant dans la prise de conscience des violences motorisées et leur traitement par l'État, pour que chaque Française et chaque Français puisse faire le choix du vélo en toute sécurité.

CONTACT PRESSE

Anne-Sybille Riguidel – Chargée des relations presse

Mail : as.riguidel@fub.fr – Tél. 06 32 10 26 38